

Janvier 2011 : la somme



Pr Abdelmadjid Merdaci *

Les émeutes de ce début d'année 2011 appellent tant par leur violence – il y a eu mort d'hommes – leur extension territoriale que par leur relative durée, le décryptage d'autant plus qu'elles rajoutent objectivement au climat d'incertitudes et d'interrogations qui domine désormais la scène politique et médiatique nationale. Pour s'inscrire dans un «modus operandi» largement établi ces dernières années à travers le pays, elles paraissent néanmoins engager des enjeux autrement plus complexes que les injustes distributions de logements sociaux ou les bavures policières faisant souvent fonction d'embrayeurs à l'occupation violente de l'espace public et à la confrontation directe avec les forces de sécurité.

L'inscription locale de ces confrontations, pour en circonscrire les enjeux, n'en a pas moins une efficacité pédagogique et politique nationale qui marque qu'il est à la fois possible de s'opposer aux pouvoirs publics et que la violence sociale est le seul code pour y parvenir. Pour apparaître, à tout le moins, comme la somme inédite de toutes les émeutes, les événements de janvier ont-ils alors une vertu d'annonce, dans le sens d'une répétition générale d'une manière d'insurrection civile – civique ? –, à court ou long terme, contre le régime en place et pourraient-elles aussi avoir des conséquences politiques et institutionnelles significatives et durables, notamment en termes d'accélération du calendrier politique national ?

Sans surprise, l'obsédant rappel d'Octobre 1988 – bien plus d'ailleurs que du «Printemps noir» – peut oblitérer la lecture des faits qui vise à légitimer le mythe de l'intervention des forces sociales – la jeunesse, les masses populaires – dans un cours de démocratisation mis en place, en son temps, par les tenants du pouvoir. Il convient au moins de rappeler au sujet de la fin des années 80, outre la crise économique restreignant de manière drastique les ressources de l'Etat, la crise politique ouverte autour des voies de sortie de l'autoritarisme, alors qu'aujourd'hui, dans une situation ostensiblement affichée d'opulence financière, l'absence d'alternative éthique et politique à un autoritarisme agonisant et archaïque semble bien constituer l'un des obstacles de la problématique de démocratisation de la société et de ses institu-

tions. La quasi-simultanéité des manifestations en Tunisie, qui peut par ailleurs appeler de légitimes et sans doute instructives démarches comparatives, peut aussi faire en l'espèce fonction de brouillard ou d'illusoire aiguillon à ce qu'il est convenu de nommer «la contagion tunisienne».

L'issue politique de la crise tunisienne, dont les termes ne semblent pas encore acquis pour se fonder sur l'effondrement brutal du régime autoritaire, ne s'y épuise pas pour autant. L'hiver des lacrymogènes est-il plus prégnant, en Algérie assurément, que le printemps de jasmin.

Les analyses – à chaud faut-il le relever – s'accordent généralement à mettre la hausse des prix des produits de large consommation – huile, sucre, lait – au principe de ces mouvements sociaux invoquant un «ras-le-bol» et une «paupérisation accrue des catégories les plus défavorisées», associant à ces motifs d'autres registres prégnants du malaise social dans le pays, comme la question du logement ou celle du chômage. L'autre dimension soulignée par les observateurs porte sur l'identité des acteurs émeutiers dont la caractéristique première semble l'appartenance aux catégories juvéniles qui, rappelle-t-on, à l'occasion, constituent la majorité significative de la population.

La presse rapporte ainsi les faits de violence – saccage d'établissements publics ou privés, incendies, routes coupées, jets de pierres – avec leur cortège de blessés, et pour l'heure au moins deux morts qui, tout en ouvrant droit à diverses conjectures – évoque-t-on sans surprise l'hypothèse de manipulation – souscrivent à son institution comme code ultime de sanction des conflits et ouvrent droit à une forme de légitimation de la répression.

La discordance – relevée par le ministre de l'Intérieur – entre les classes d'âge des acteurs émeutiers et la nature économique et sociale qui serait à l'origine des mouvements sociaux en cause, peut de fait aller plus loin que la projection d'une révolte «contre l'humiliation des pères» et mettre en jeu, au-delà des chapardages signalés, de nouvelles formes de mobilisation et de légitimation de la violence de la société même contre les violences instituées de l'Etat dont le maintien, par le régime algérien, d'un état d'urgence est aujourd'hui exemplaire.

Les images diffusées par les chaînes satellitaires qui accusent, une fois de plus, l'absurde contrôle politique de la télévision publique algérienne, accréditent la thèse, discutable, d'un embrasement auquel le silence, par ailleurs prévisible, du chef de l'Etat, confère, dans un contexte d'incertitude politique, une sourde prégnance de fin de règne.

Chacun mesurera alors à quel point le communiqué de la chefferie de gouvernement déclinant des mesures administratives intéressantes au mieux des opérateurs économiques signe l'incohérence d'une gouvernance, expose de manière spectaculaire l'autisme du régime, frappant de quasi-irréalité le rite désuet de «déclaration de politique générale» du Premier ministre – lui

aussi étrangement absent – il y a pourtant si peu de temps devant le Conseil de la nation. Il s'agit aussi, d'une manière oblique, de valider la thèse d'une «émeute de la faim» qui a sans doute l'avantage précaire et momentané de donner du temps au temps, surtout celui de remettre en œuvre l'arsenal répressif de la justice comme annoncé.

L'une et l'autre des réponses apportées par les pouvoirs publics risquent d'oblitérer le regard – sinon d'anesthésier la conscience sociale – sur des actions dont le trait principal aura été d'engager un processus de type pré-insurrectionnel au moins dans ses formes, ses modalités de mise en mouvement et son étendue territoriale.

Il est certes encore trop tôt pour prendre l'exacte mesure des événements de ce début d'année, d'en faire le nécessaire inventaire et de revenir notamment sur le substrat de violence sociale en quête de support et d'opportunités qui les a caractérisés mais d'ores et déjà et avec les précautions requises, il convient d'y revenir ne serait-ce qu'avec la sourde intuition que s'y jouait autre chose qu'un violent happening juvénile.

1- La somme de toutes les émeutes

La question de la nature même des émeutes n'est pas négligeable et il s'agit d'abord de répondre à la question de savoir si, effectivement, leur caractère national en est établi comme pourrait le donner à penser une cartographie de la contestation.

Les divers témoignages publiés comme les commentaires ayant accompagné la présentation des événements s'accordent sur un processus de diffusion des émeutes partant d'Oran, passant par Alger et touchant progressivement les principales villes de l'intérieur et il serait par ailleurs plus judicieux de parler d'effet multiplicateur que de diffusion stricto sensu.

Les similitudes avaient été aussi relevées quant aux acteurs du mouvement et aussi quant aux modalités d'action et cibles. La démultiplication des émeutes à travers le territoire, fût-ce à l'identique, suffit-elle pour autant pour lui assurer une dimension nationale dont la nature ne saurait être alors que strictement politique et qui postulerait une forme au moins minimale de mise en cohérence ? Tous les observateurs s'accordent sur le constat de l'absence d'une inspiration ou projection politique explicitement posées qu'illustre par ailleurs la faible verbalisation du mouvement. Ceux qui s'en désolent ne manquent pas d'ailleurs de lancer un appel à «l'encadrement» du mouvement.

Faudra-t-il mesurer avec attention la concomitance de ces mouvements sociaux avec les fluctuations des prix sur le marché qui a donné vie à la thèse – récurrente en vérité – «d'émeutes de la faim» aveugle au poids et au rôle de l'économie informelle dans la redistribution des revenus en Algérie. Les poches de précarité sinon de réelle misère économique et sociale existent mais rien n'indique qu'elles aient pu peser directement dans le recours à l'émeute ou du

moins autant ou plus que d'autres facteurs embrayeurs. Il n'est qu'à rappeler ici l'incapacité politique des pouvoirs publics à réguler le marché et à juguler la spéculation et les hausses – celles du Ramadan entre autres – généralement supportées par les consommateurs et il est difficile d'imaginer un effet aussi foudroyant des nouvelles dispositions de la loi de finances.

L'ombre portée des «bazaris», de leur articulation aux centres du pouvoir, pour ne pas être écartée, suffit-elle pour autant à faire de ces journées de janvier une nouvelle forme de négociation sociale et des jeunes manifestants des nervis à leur solde ? Que tout se soit aussi passé comme si les pouvoirs publics, sous la pression de la rue, aient été contraints à agir et qu'il en soit résulté un decrescendo de la violence qui confirmerait, en quelque sorte, la dimension essentiellement sociale du mouvement ne peut interdire de s'interroger sur les conditions de son délitement. La question reste posée de savoir quels enseignements les acteurs émeutiers au premier chef auront tirés d'une confrontation dont même la brièveté peut inciter à la circonspection.

2- Les émeutes du buzz

Sous réserve d'approches mieux informées, on peut tenir, contre les illusions de l'évidence, que les émeutes de janvier 2011 s'inscrivent moins dans la répétition que dans l'annonce et valident elles, à leur façon, quelques-unes des caractéristiques majeures de la nouvelle société algérienne.

Sur un registre certes différent et si elles devaient répéter quoi que ce soit, ces journées de janvier pourraient renvoyer à l'immense happening de novembre 2009 ayant accompagné la qualification algérienne au Mondial 2010 et consacrant, au-delà de la dimension festive, la ville comme figure centrale de la formation du lien social.

Aujourd'hui encore, les conditions de cette urbanisation accélérée – de l'ordre de 40% de population urbaine au recensement de 1966 aux 90% pour cent projetés à l'horizon 2020 par les experts – continuent de nourrir les recherches spécialisées ou encore la littérature comme en témoigne l'inédite continuité thématique entre *Ezilzel* de Tahar Ouetar, datant des années 70, et *Le rempart et la brèche* de Badredine Mili, publié tout récemment.

Sans entrer dans une analyse fine – encore nécessaire – de la diversité des processus d'acculturation urbaine, on peut faire le constat qu'il en est résulté moins la rurbanisation communément stigmatisée qu'une anomie algérienne puisant autant dans les violences des déracinements que dans celles des nouvelles modalités d'habiter, de circuler, de travailler, d'échanger au croisement de l'anonymat collectif et de l'impossible individuation.

Cette anomie algérienne est aussi celle des codes sociaux de la transmission mémorielle – familiales notamment – à laquelle la censure politique et /ou religieuse des espaces publics rajoute des charges de violence.